



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

stationnement

Question écrite n° 39854

Texte de la question

M. Damien Meslot attire l'attention de Mme la secrétaire d'État aux personnes handicapées sur l'application de la loi de modernisation sociale n° 2002-73 du 17 janvier 2002 concernant le droit de stationnement réservé aux personnes handicapées. En effet, la loi de modernisation sociale confère au maire la possibilité d'accorder aux personnes titulaires de la carte « station debout pénible » une autorisation de stationner dans sa commune, sur les emplacements réservés aux personnes handicapées. Ce nouveau dispositif qui est issu de l'article 86 de la loi n° 2002-73 requiert la publication d'un décret en Conseil d'État pour être appliqué. Or, dans le cadre de la réflexion sur la simplification des démarches administratives, il apparaît que l'application de ces dispositions est complexe tant pour le maire et ses services municipaux que pour les usagers puisque l'autorisation de stationnement n'était valable que pour une seule commune. De ce fait, une simplification de l'article 86 de la loi de modernisation sociale est envisagée afin d'unifier les procédures d'instruction des demandes de carte et d'uniformiser les titres ouvrant droit à l'accès de l'ensemble des emplacements de stationnement réservé. C'est pourquoi il lui demande si la proposition de simplification de l'article 86 de la loi de modernisation sociale a été retenue et sous quels délais le droit de stationnement sur les emplacements réservés aux personnes handicapées serait étendu aux personnes titulaires de la carte « station debout pénible ».

Texte de la réponse

En l'état actuel de la réglementation, la carte européenne de stationnement, qui a remplacé, depuis le 1er janvier 2000, le macaron GIC (grand invalide civil), peut être attribuée par le préfet, sur leur demande, aux personnes titulaires de la carte d'invalidité, dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 %, après examen de leur situation. Les personnes titulaires de la carte « Station debout pénible » ne peuvent donc y prétendre. Toutefois, aux termes de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, concernant le droit de stationnement réservé aux personnes handicapées, les maires ont la possibilité d'accorder aux personnes titulaires de la carte « Station debout pénible » une autorisation de stationner, dans leur commune, sur les emplacements réservés aux personnes handicapées. Ce nouveau dispositif, issu de l'article 86 de la loi précitée, requiert, pour être appliqué, la publication d'un décret en Conseil d'État. Cependant, il est apparu, dans le cadre de la réflexion conduite sur la simplification des démarches administratives, que ces nouvelles dispositions pouvaient se révéler d'application complexe pour les maires, les services chargés de les mettre en oeuvre et les usagers, dans la mesure où l'autorisation de stationnement n'était valable que pour une seule commune. C'est pourquoi le projet de loi pour l'égalité des chances et des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, qui a été présenté à l'Assemblée nationale début juin, prévoit que toute personne atteinte d'un handicap qui réduit de manière importante et durable sa capacité et son autonomie de déplacement à pied ou qui impose qu'elle soit accompagnée d'une tierce personne dans ses déplacements, peut recevoir une carte de stationnement pour personne handicapée. Cette carte sera délivrée par le préfet conformément à l'avis du médecin chargé de l'instruction de la demande. Par ailleurs, il est également prévu que les organismes utilisant un véhicule destiné au transport collectif des personnes handicapées peuvent recevoir une telle carte. Les conditions d'application de ces dispositions seront fixées par

un décret en Conseil d'État.

Données clés

Auteur : [M. Damien Meslot](#)

Circonscription : Territoire-de-Belfort (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39854

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé : personnes handicapées

Ministère attributaire : personnes handicapées

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 mai 2004, page 3599

Réponse publiée le : 15 juin 2004, page 4520